

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation

ISSN: 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé



N°5, Juin 2023

École Normale Supérieure
Université Marien Ngouabi

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation
Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN : 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé

Contact

www.lakisa.larsced.cg

E-mail :	revue.lakisa@larsced.cg	Tél :	(+242) 06 639 78 24
	revue.lakisa@umng.cg		

BP : 237, Brazzaville-Congo

Directeur de publication

MALONGA MOUNGABIO Fernand Alfred, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Education), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

ALLEMBE Rodrigue Lezin, Maitre-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

EKONDI Fulbert, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maitre-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

KOUYIMOUSOU Virginie, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maitre-Assistant (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOUSSAVOU Guy, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

OKOUA Béatrice Perpétue, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique et de lecture

ALEM Jaouad, Professeur-agrégé (Mesure et évaluation en éducation), Université Laurentienne (Canada)

ATTIKLEME Kossivi, Professeur Titulaire (Didactique de l'Education Physique et Sportive), Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Maître de Conférences (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOMPO DOUGOUDIA Joseph, Maître de Conférence (Sciences de l'Education), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

MANDOUMOU Paulin, Maître de conférences (Didactique des APS), Université Marien NGOUABI (Congo)

MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOPONDI BENDEKO MBUMBU Alexandre David, Professeur Ordinaire (Didactique des mathématiques), Université Pédagogique Nationale (République Démocratique du Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français),
Université Marien Ngouabi (Congo)

ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université
Marien Ngouabi (Congo)

PAMBOU Jean-Aimé, Maître de Conférences (Sociolinguistique-Didactique du français
langue étrangère et seconde- Grammaire nouvelle), Ecole Normale Supérieure du
Gabon (Gabon)

PARÉ/KABORÉ Afsata, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Université Norbert
Zongo à Koudougou (Burkina Faso)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie
Jules Verne (France)

VALLEAN Tindaogo, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Ecole Normale
Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

SOMMAIRE

Rapport au savoir en milieu scolaire rural au Gabon : cas des élèves issus de la communauté Ba-bongo Romaric Franck QUENTIN DE MONGARYAS et Guy Laroche MOMBO.....	1
L’enseignement des Travaux Pratiques (TP) en géographie dans les établissements du secondaire au Niger : états de lieux et stratégies d’actions Assagaye AGAISSA	15
Construction d’une séquence didactique pour une lecture méthodique des textes littéraires suivant la perspective actionnelle Armel NGUIMBI.....	27
Les facteurs déterminants d’une gestion autonome des établissements scolaires P. Marie Bernadin OUÉDRAOGO et Adeline TOUGMA.....	41
L’épistémologie de l’axiomatic et le progrès des sciences déductives Pancrace AKA.....	49
Analyse des pratiques de l’enseignement : les évaluations écrites journalières Tanga Casimir KABORE, Fatoumata Windemi Inès KOUTOU et Tinga KABORE.....	63
Les obstacles à l’enseignement des savoirs locaux au Burkina Faso Adama KÉRÉ.....	75
Analyses des déterminants de la qualité des apprentissages dans le contexte de l’enseignement bilingue du Mali Zakaria NOUNTA	87
Situation des infrastructures éducatives dans un contexte d’insécurité dans la région du sahel au Burkina Faso Seydou SERE	99
Politique d’éducation, éducation politique : vers un rôle émancipateur de l’éducation Olga Kochie AKOU.....	114
Niveau d’instruction des parents, taille de la classe et rendement scolaire des élèves du secondaire Zakari MAHAMADOU.....	124
La pertinence des styles d’enseignement de Mosston et Ashworth au regard des réalités de l’enseignement de l’éducation physique et sportive en République du Congo Ghislain Armand MOUDOUDOU LOUBOTA, Paulin MANDOUMOU et Georges KPAZAI.....	136

Situation des infrastructures éducatives dans un contexte d'insécurité dans la région du sahel au Burkina Faso

Seydou SERE, École Normale Supérieure (Burkina Faso)

E-mail : seresydney@gmail.com

Résumé

La région du Sahel fait partie des régions fortement touchées par l'insécurité au Burkina Faso. Sur les 1 098 177 habitants que compte la région (INSD, 2019), environ 574 000 sont des Personnes Déplacées Internes (PDI) (CONASUR, 2022). L'éducation fait partie des secteurs les plus touchés par l'insécurité. Pour la seule ville de Dori environ 62,02% des 14 256 PDI sont des enfants et pour la majorité en âge d'aller à l'école (OCHA¹, 2022). Cette insécurité liée aux actes terroristes a entraîné ainsi la fermeture de nombreux établissements scolaires. Dans ce contexte difficile, que reste-il des infrastructures éducatives. Comment se présente la carte scolaire de la région du sahel ? Cette recherche se pose la question sur la situation des infrastructures éducatives dans un contexte d'insécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso. Elle interroge la fonctionnalité et l'équipement des infrastructures éducatives au niveau primaire et secondaire. La méthodologie repose sur l'analyse des données collectées par la Direction générale du développement territorial du 14 au 25 mars 2022 à laquelle nous avons pris part. Il s'agit d'un recensement de toutes les infrastructures éducatives de l'ensemble des communes de la région du Sahel. L'état de ces infrastructures ainsi que leur fonctionnalité ont été également renseignés. La collecte s'est faite à l'aide de l'application de collecte de données KoBoCollect, installée sur des smartphones dans lesquels étaient déployés le questionnaire. Cela a eu pour avantages la collecte rapide des données par les points focaux des communes et la géolocalisation des infrastructures. La collecte a permis de géolocaliser 1 232 infrastructures éducatives dont 888 écoles primaires du public et du privé.

Mots clés : infrastructures éducatives, fonctionnalité, insécurité, Sahel.

Abstract

The Sahel region is one of the regions heavily affected by insecurity in Burkina Faso. Of the region's 1,098,177 inhabitants (INSD, 2019), approximately 574,000 are internally displaced persons (IDPs) (CONASUR, 2022). Education is one of the sectors most affected by insecurity. In Dori alone, 62.02% of the 14,256 IDPs are children, most of whom are of school age (OCHA, 2022). This insecurity linked to terrorist acts has led to the closure of many schools. In this difficult context, what remains of the educational infrastructure? What is the school map of the Sahel region like? This research examines the situation of educational infrastructure in a context of insecurity in the Sahel region of Burkina Faso. It examines the functionality and equipment of educational infrastructure at the primary and secondary levels. The methodology is based on the analysis of data collected by the General Directorate of Territorial Development from March 14 to 25, 2022, in which we took part. It is a census of all the educational infrastructure in all the communes of the Sahel region. The state of these infrastructure as well as their functionality were also informed. The data was collected using the KoBoCollect data collection application, installed on smartphones in which the questionnaire was deployed. This allowed for rapid data collection by the commune focal points and geolocation of the infrastructure. The data collection made it possible to geolocate 1,232 educational infrastructure, including 888 public and private elementary school.

Key words: educational infrastructure, functionality, insecurity, Sahel.

¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)

Introduction

Le Burkina Faso à l'image de plusieurs pays sahéliens est confronté à une grave crise sécuritaire depuis 2015. Sa situation sécuritaire se dégrade de jour en jour. Selon le Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (SP/CONASUR), En dépit des mesures sécuritaires déployées par l'État, on note une recrudescence de la violence, surtout entre 2018 et 2019, exacerbée par les affrontements intercommunautaires. Le nombre de personnes tuées et de déplacées internes est alarmant. Selon le Ministère en charge de l'action sociale (2020), les déplacées internes sont estimées à 900 000 personnes en 2020 à l'intérieur du pays.

Sur les 13 régions que compte le pays la région du Sahel fait partie des régions fortement touchées par l'insécurité au Burkina Faso. Sur les 1 098 177 habitants que compte la région INSD (2019), environ 574 000 habitants sont des personnes déplacées internes (PDI). L'éducation fait partie des secteurs les plus touchés par cette situation. Selon le Ministère en charge de l'éducation du Burkina Faso, dans son document de Stratégie nationale de scolarisation des élèves des zones à forts défis sécuritaires (SSEZDS) à la date au 15 février 2019, on enregistrait 1135 écoles fermées, 154 233 élèves affectés dont 48, 5% de filles (MENAPLN, 2019, p. 8).

Pour la seule ville de Dori, environ 62,02% des 14 256 PDI sont des enfants et pour la majorité en âge d'aller à l'école (OCHA, 2022). Cette insécurité liée aux actes terroristes a entraîné ainsi la fermeture de nombreux établissements. Dans ce contexte difficile, que reste-il des infrastructures éducatives. Comment se présente la carte scolaire de la région du sahel ?

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) et du Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL), le Ministère de l'Economie et de la Prospective à travers la Direction générale du développement territorial (DGD) a entrepris de faire un état des lieux pour déterminer les potentialités, les contraintes de développement, les besoins en infrastructures de la région.

Pour ce faire, une collecte de données des infrastructures suivis d'une analyse multicritère de l'existant sur le terrain à travers des outils appropriés a été effectué avec notre participation. Pour les besoins de cet article, les données de l'éducation ont été extraites de la base de données issue de la collecte.

L'objectif du présent article est d'analyser la situation des infrastructures éducatives dans la région de Sahel. Il interroge la répartition et la fonctionnalité, de ces infrastructures éducatives dans la région du sahel. L'article est structuré en trois (3) parties : (i) la présentation de la zone d'étude ; (ii) résultats de l'étude ; (iii) et la discussion.

1. Présentation de l'espace d'étude

La présentation de la zone d'étude s'articule autour des points suivants : la situation géographique et administrative, les facteurs humains et les économies locales.

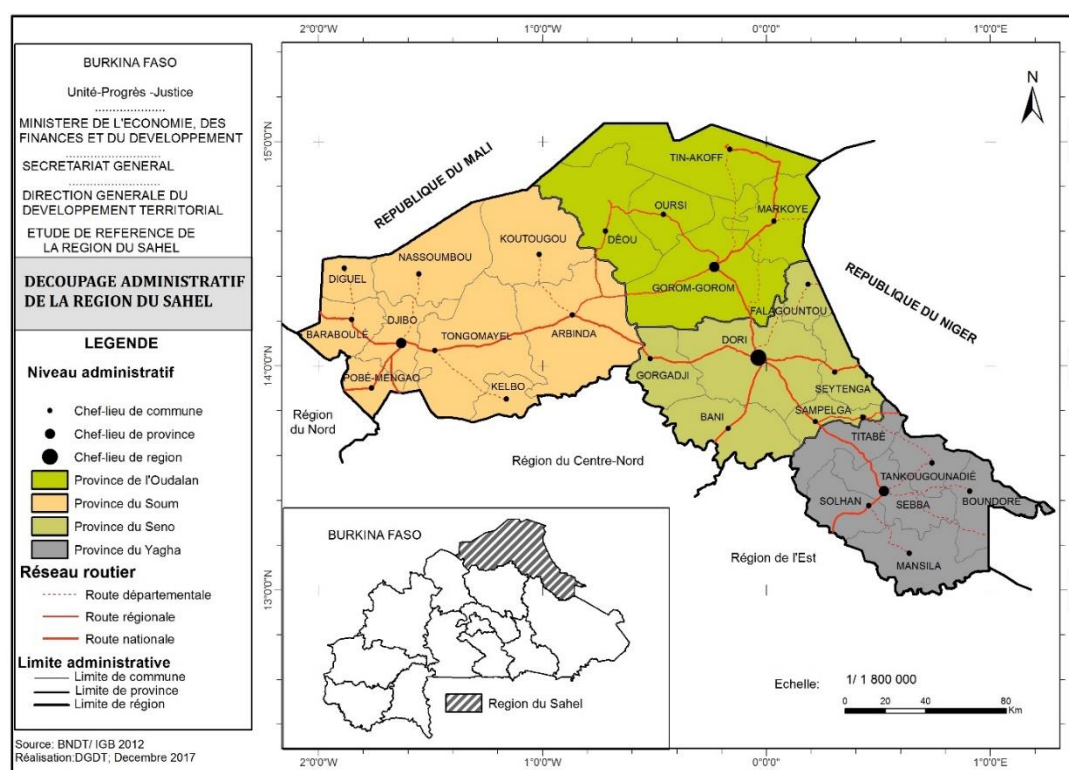
1.1. Situation géographique et administrative

La région du Sahel est située à l'extrême Nord du Burkina Faso entre les latitudes 13° 0'' et 15°05'' Nord et les longitudes 1° 15'' Est 2° 05'' Ouest. Elle est limitée au Nord par la République du Mali, au Nord-Est par la République du Niger, au Sud par les régions de l'Est et du Centre-Nord et à l'Ouest par la région du Nord. Elle couvre une superficie de 36 166 km² représentant 13,2 % du territoire national. Son chef-lieu, Dori, est situé à 265 km de la capitale, Ouagadougou.

La région du Sahel a été créée par la loi n°2001-013/AN du 02 juillet 2001 portant création des régions. Elle est la deuxième plus vaste région du pays après celle de l'Est et compte six cent quatre-vingt et sept (687) villages répartis dans vingt et six (26) départements regroupés autour de quatre (04) provinces que sont l'Oudalan, le Séno, le Soum et le Yagha.

Parmi les 26 communes de la région, on dénombre quatre (04) communes urbaines (Dori, Sebba, Djibo et Gorom-Gorom) et vingt-deux (22) communes rurales. La carte ci-dessous présente le découpage administratif de la région.

Carte n°1 : Découpage administratif de la région du Sahel



1.2. Facteurs humains

De 708 332 habitants en 1996, la population de la région du Sahel est passée à 968 442 habitants en 2006 selon le Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH), soit un taux d'accroissement annuel moyen de 3,18%. Les projections faites à partir des résultats du RGPH de 2006 indiquent que la population du Sahel serait de 1 312 463 dont 50,31% de femmes en 2016. Cette population représente 6,90% de la population totale du pays.

La région du Sahel a une superficie de 36 166 km², avec une densité estimée à 27 hbts/km² en 2006. Cette densité s'est renforcée pour atteindre 34,11 hbts/km² en 2014, montrant ainsi une pression de la croissance démographique. La comparaison entre les provinces indique que c'est le Séno qui a la plus forte densité (47,7 hbts/km²), suivi du Soum (34,98 hbts/km²), le Yagha (31,01 hbts/km²) et enfin l'Oudalan (25,51 hbts/km²). L'analyse comparative montre que le Soum est la province la plus peuplée avec près de 35,91% de la population régionale. Il est suivi par le Séno (26,99%), l'Oudalan (20,53%) et le Yagha (16,57%). La population sahélienne, à l'image du pays, est à majorité féminine.

Le taux de fécondité de la région est très élevé comparativement au niveau national. Ainsi, en 2006, il était de 7,1 contre 6,1 pour le niveau national. En 2010, cet indicateur était de 7,5 selon l'Enquête démographique de santé (EDS) contre 6,0 pour la moyenne nationale. En 2015, selon l'Enquête multisectorielle continue (EMC), le taux de fécondité de la région est passé à 6,7 contre une moyenne nationale de 5,4.

En outre, la région du Sahel est la deuxième région où l'incidence de la pauvreté est faible. En effet, elle affichait en 2014 un taux de pauvreté de 21% contre une moyenne nationale de 40,1%. En 2018, la région s'est appauvrie davantage, le taux de pauvreté de la région est passé à 44,2% franchissant ainsi la moyenne nationale située à 41,4% (INSD, 2018). Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'indice de pauvreté dans la région du Sahel de 2003 à 2018.

Tableau n°1 : Evolution de l'indice de pauvreté monétaire dans la région entre 2003 et 2018

Années	2003	2009	2014	2018
Seuil de pauvreté (F CFA)	82 672	130 735	154 061	194 629
Région du Sahel	34,9%	41,5%	21%	44,2%
Burkina Faso	48,6%	46,7%	40,1%	41,4%

Source : INSD, EMC 2014, EHCVM, 2018

2. Méthodologie

2.1. Collecte des données

La collecte des données s'est faite en deux grandes étapes : la première phase qui a consisté faire une revue documentaire et la seconde une enquête terrain.

2.2. Revue documentaire

La revue documentaire a porté sur les thématiques de l'étude. A cet effet, des recherches ont été effectuées sur internet et auprès des départements ministériels en charge des statistiques scolaires, et de l'INSD. Les services administratifs aux niveaux central et régional ont été approchés afin de recueillir les informations nécessaires. Cette revue a permis d'élargir la méthodologie de travail et la base informationnelle.

2.3. Enquête terrain

La formation et la collecte des données se sont déroulées du 10 au 25 mars 2022. Elle a concerné les seize (16) communes réparties dans les quatre (04) provinces de la région du Sahel. Quant au recensement des infrastructures, il a couvert l'ensemble des 26 communes de la région du Sahel et a concerné le domaine éducatif.

Les enquêteurs ont recensé toutes les infrastructures éducatives des communes. La collecte a été faite par les points focaux des différentes communes de la région formés à cet effet.

La fiche de collecte des données a été intégrée dans l'application de collecte dénommée KoBoCollect, installée sur des smartphones incorporés de Global Positioning System (GPS). Ce système a eu pour avantages la collecte rapide, la sauvegarde des données à distance et la géolocalisation des infrastructures.

2.4. Traitement des données et élaboration des cartes

A l'issue de la collecte, les données des infrastructures ont été extraites de la base informatique. Elles ont été traitées à l'aide des logiciels Excel et SPSS et les cartes ont été réalisées à l'aide des logiciels QGIS et ArcGIS.

2.5. Difficultés et limites de l'étude

Quelques difficultés qui ont entravé la collecte des données.

- la mauvaise connexion internet dans la majeure partie du territoire sahélien n'a pas facilité l'envoi automatique des données sur la plateforme ;
- l'inaccessibilité de certains villages pour des raisons d'insécurité dans le Sahel.

Après la présentation de la zone d'étude et de la méthodologie adoptée, l'analyse s'articule autour des résultats atteints. Ces résultats sont structurés par la fonctionnalité, l'état des infrastructures éducatives ainsi que les commodités y afférent. Après la présentation de la zone d'étude et de la méthodologie adoptée, l'analyse s'articule autour des résultats atteints et de leurs discussions.

3. Résultats

3.1. Etat sur le nombre des infrastructures éducatives dans la Région du Sahel

L'enquête terrain a permis de lever 1 232 infrastructures éducatives (publiques, privées) dans la région du sahel. Elles sont composées de 888 écoles primaires, 52 collèges et CEG, 39 lycées, 29 garderies, 27 écoles franco-arabes et 68 medersas, 13 centres de formation. Le tableau ci-dessous illustre les types d'infrastructures éducatives de la région.

Tableau n°2 : Types d'infrastructures éducatives de la région

Infrastructures éducatives	Total sahel
CEBNF/CPAF	116
CEG	52
Centre de formation	13
Ecole franco-arabe/médersa	95
Ecole primaire	888
Lycée d'enseignement général	39
Préscolaire	29
Total général	1232

Source : DGD, enquête terrain mars 2022

La population de la région du Sahel est fortement jeune, et le nombre d'enfant scolarisé augmente. Et cette extrême jeunesse couplée à sa croissance rapide génère une demande sociale élevée impliquant une forte demande d'infrastructure éducative.

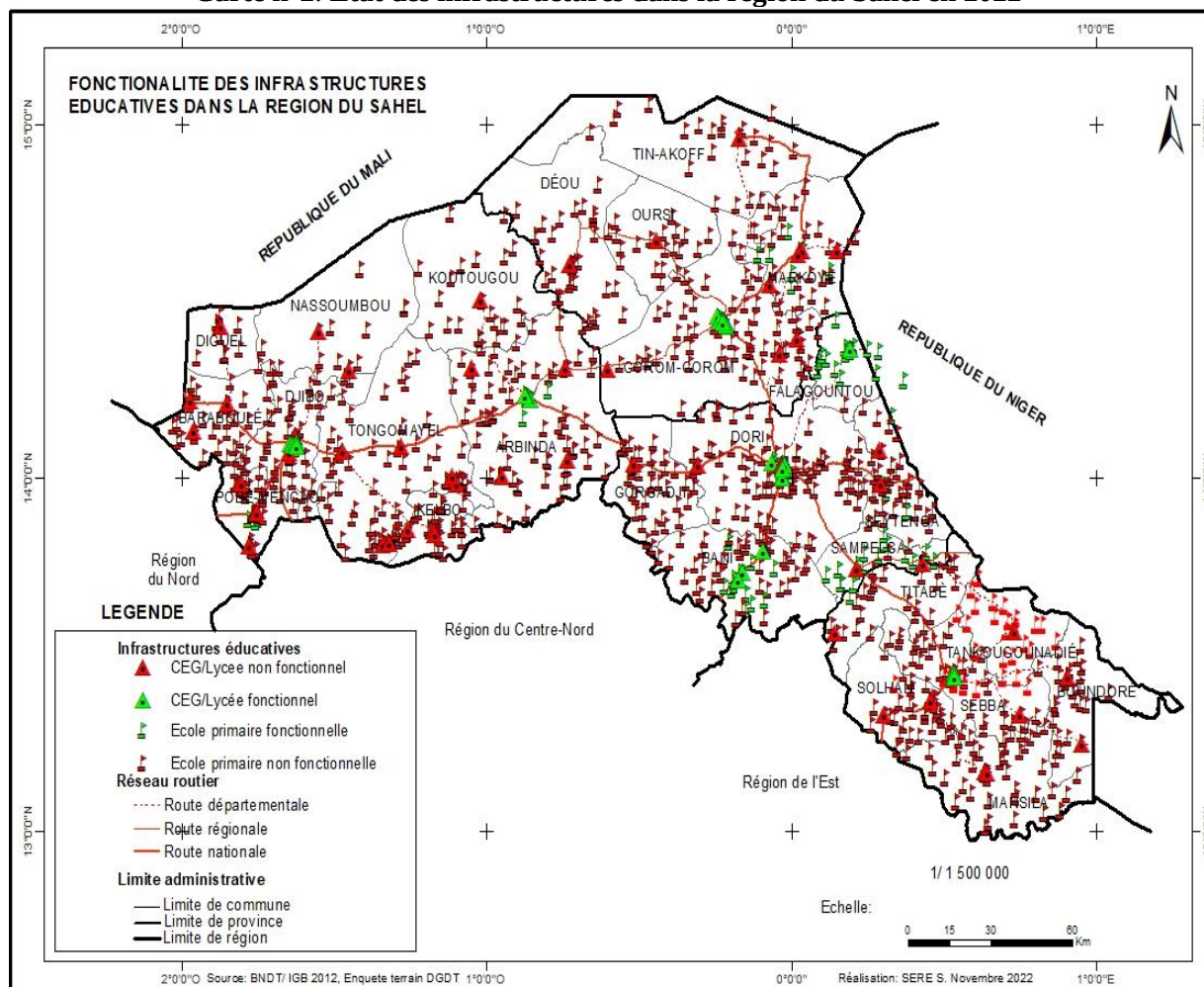
Ce tableau illustre que l'éducation primaire occupe la part la plus importante des infrastructures scolaires dans la région. Elles représentent 72, 07 %. Cette disparité entre le poste primaire et le secondaire pourrait être expliqué le par manque de moyen financière pour poursuivre, au taux d'échec élevé dans les examens du CEP, par le manque d'intérêt pour l'école et au nombre peut important d'infrastructure poste primaire pour contenir tous ses admis au concours d'entrée en classe de 6^{ème}.

3.2. Etat des infrastructures fonctionnelles dans la Région du Sahel

Le contexte politique particulièrement agité dans ces dernières années n'est pas sans conséquence sur l'éducation dans la région du Sahel. En effet, l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 a conduit à la fermeture temporaire des établissements scolaires et également un impact sur la réalisation des activités du système éducatif notamment la cantine scolaire, la construction des infrastructures et leurs équipements. Également, il faut noter que le contexte sécuritaire difficile que connaît cette localité du pays va conduire à un mouvement de masse des Personnes Déplacées Internes (PDI), et une fermeture des infrastructures éducatives lié aux menaces et massacre des hommes armés non identifiés.

Les infrastructures éducatives ayant fait l'objet d'analyse dans le cadre de ce travail sont : les Lycées d'enseignement général et technique, les CEG et les écoles primaires aussi bien du public que du privé. La carte ci-dessous permet d'illustrer la situation de la fonctionnalité de ses infrastructures dans la région du Sahel.

Carte n°2: Etat des infrastructures dans la région du Sahel en 2022

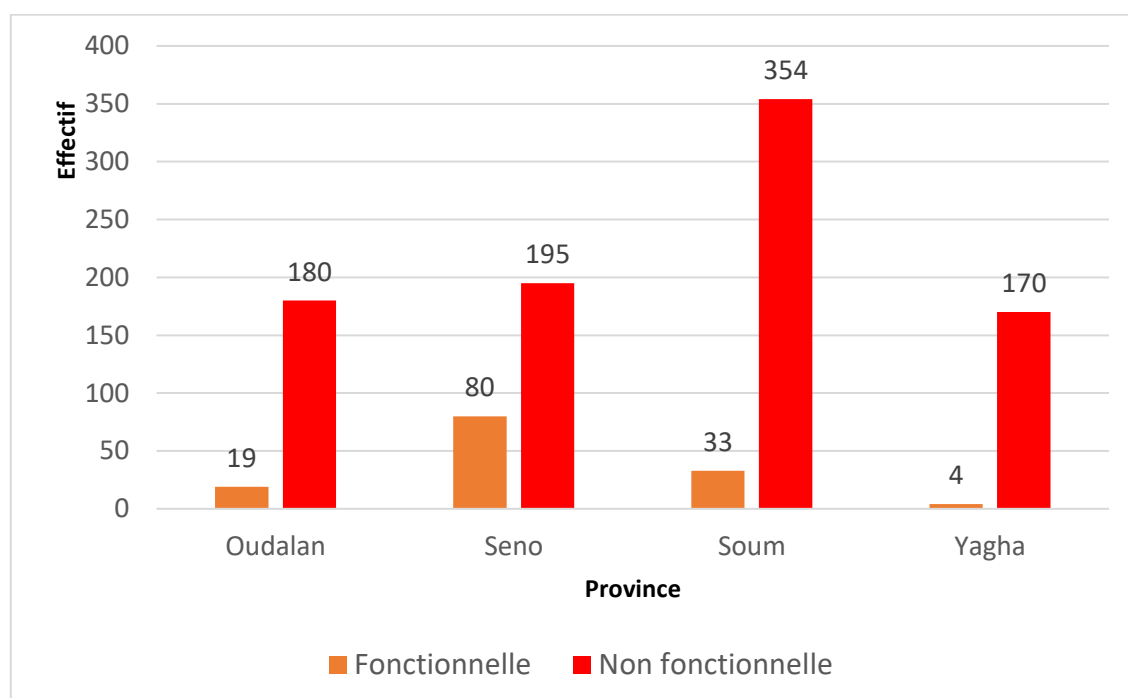


La carte de la répartition spatiale des infrastructures éducatives dans la région du Sahel, montre une implantation homogène de ces infrastructures sur l'ensemble du territoire. Cependant, l'extrêmes Nord-Ouest, des communes de Nassoumbou, Koutougou, Déou et Tin-Akoff, frontalière avec la République du Mali reste assez dépourvue d'infrastructures éducatives.

Il ressort de cette carte que la majorité des infrastructures ne sont pas fonctionnelles. Les CEG et les Lycée fonctionnels sont situés dans les chefs-lieux de province de la région notamment dans sa partie Est, et Ouest. Quant aux écoles primaires ils sont également situés dans les chefs-lieux de province mais dans la partie Est de la région.

Cela pourrait s'expliquer par le fait que les majeures parties des attaques des groupes armés terroristes sont effectuées hors des chefs lieux de province. Car il y'a la présence des forces de défense et de sécurité dans les chefs-lieux de province.

Il faut noter qu'étant une des régions le plus durement touchée par cette situation de crise. L'éducation est fortement éprouvée dans la région. Malgré les efforts consentis par le Ministère de l'éducation à travers la gratuité de l'éducation de base, cette situation prive plusieurs écoles primaires et secondaires de faire une rentrée des classes. Contrains les éducateurs et les élèves à rester chez eux voir même se déplacer vers d'autre localité. Ce qui conduit à la déscolarisation de plusieurs enfants. Alors que l'éducation est un facteur essentiel pour le développement. Également, cette situation crée le chômage forcé dans le monde éducatif notamment avec les enseignants des établissements privés. Le graphique ci-dessous permet de voir le niveau des infrastructures éducatives non fonctionnelles dans certaine localité dans la région du Sahel.

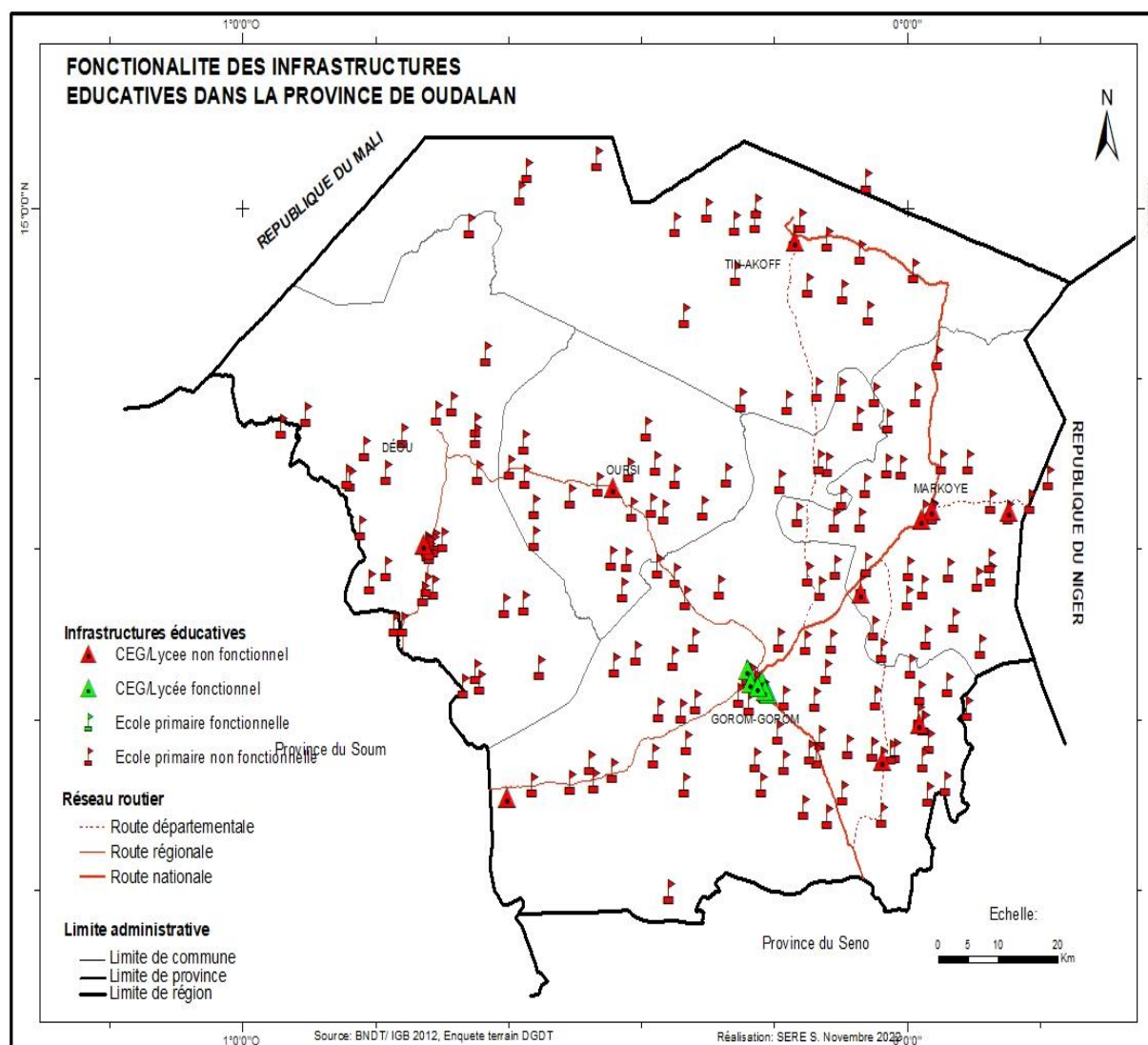
Graphique n°1: Effectif des infrastructures fonctionnelles par province dans la Région du Sahel en 2022

Source : S. Séré, à partir des données de l'enquête terrain de la DGD 2022

Ce graphique illustre bien l'impact de cette situation de trouble sécuritaire sur la fonctionnalité des infrastructures éducatives dans les provinces d'Oudalan, Seno, Soum et de Yagha. Dans la province d'Oudalan sur 199 infrastructures éducatives 90,45% sont non fonctionnelles. Dans la province du Seno sur 275 infrastructures éducatives 70,91% sont non fonctionnelles. Dans la province du Soum sur 387 infrastructures éducatives 91,47% sont non fonctionnelles. Dans la province de Yagha sur 174 infrastructures éducatives 97,70% sont non fonctionnelles.

Autre fois, l'inégalité de genre dans la scolarisation était une variable combattue dans ses localités. La fille était destinée au mariage. De plus la religion était également un indicateur de baisse scolarisation. Puisque étant fortement ancré dans la religion musulmane, ils estimaient que l'école inculquait aux enfants des valeurs et des comportements contraires à ceux enseignés par la religion musulmane. Des efforts ont été consentis par les autorités, cela a permis d'accroître le taux de scolarisation dans la région. Mais aujourd'hui, l'insécurité devenue une variable non maîtrisable met en mal le domaine de l'éducation. Ces hommes armés sèment la terreur chez la population ce qui conduit au mouvement de la population vers les zones jugées peu stable d'où la fermeture des établissements. La carte suivante présente la répartition spatiale et la fonctionnalité des infrastructures éducatives dans la province du Oudalan en 2022

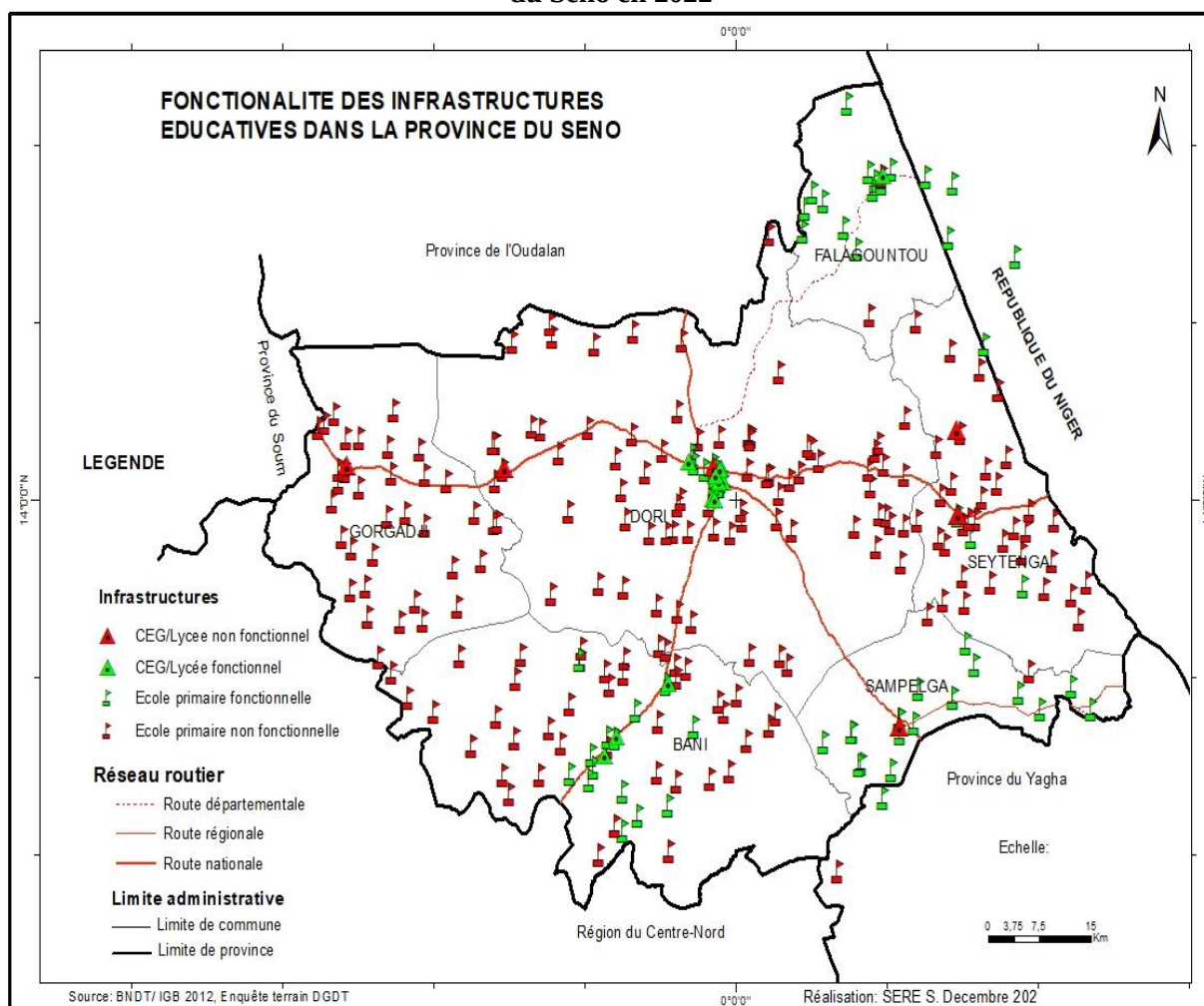
Carte n°3: Répartition spatiale et fonctionnalité des infrastructures éducatives dans la province du Oudalan en 2022



Dans la province de l'Oudalan les infrastructures éducatives sont réparties sur l'ensemble du territoire provinciale. Cependant, l'extrême Sud et le Nord de la province enregistrent peu d'infrastructures éducatives.

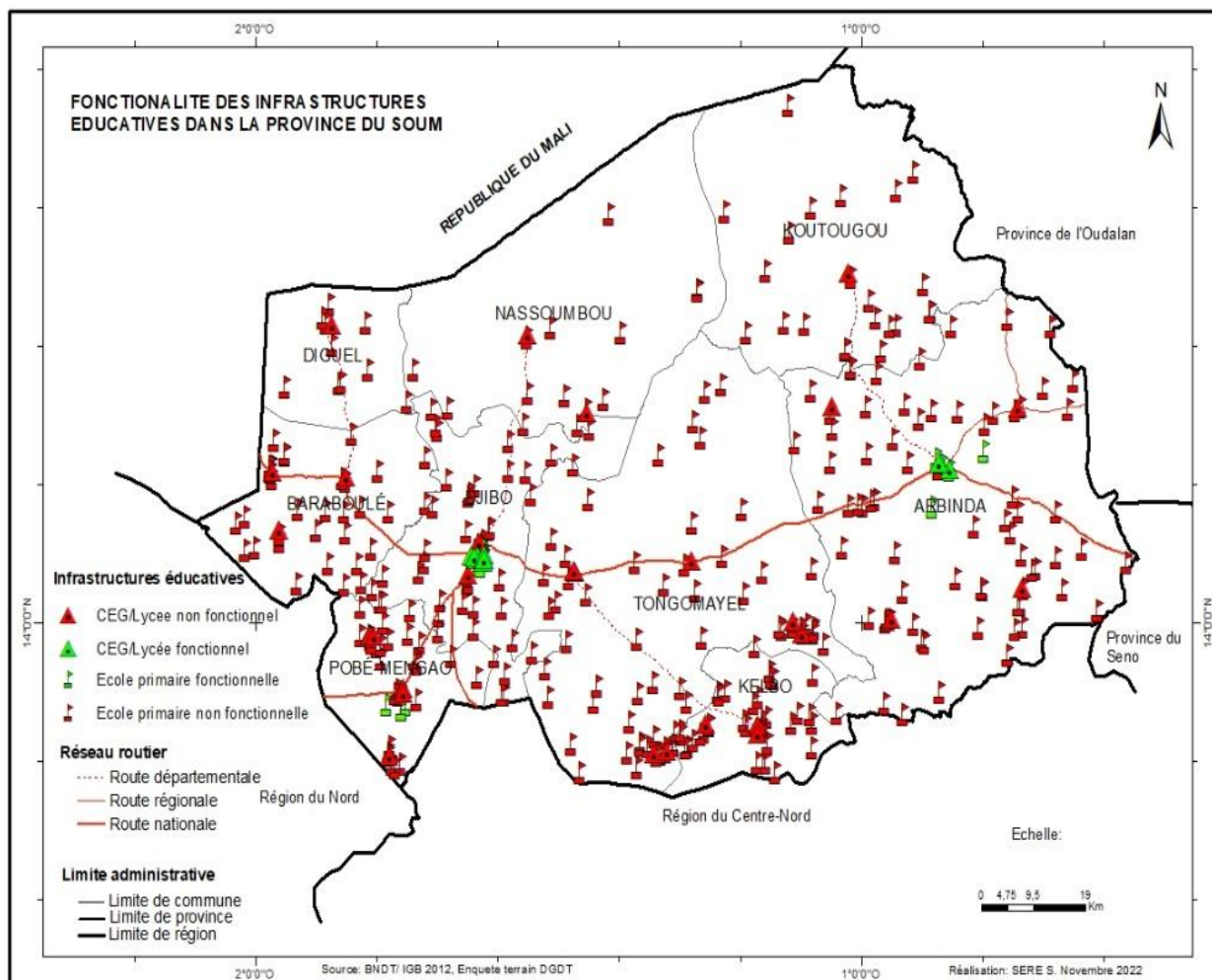
Il ressort de la carte que dans la commune de Gorom-Gorom, les infrastructures éducatives sont fonctionnelles à savoir les écoles et les CEG avec un taux de 9,55 %. Ce faible taux d'infrastructure éducative fonctionnelle est un indicateur qui permet d'apprécier de cette situation de crise sur l'éducation dans la province. La situation des infrastructures éducatives dans la province du Séno est présentée dans la carte ci-dessous.

Carte n°4: Répartition spatiale et fonctionnalité des infrastructures éducatives dans la province du Séno en 2022



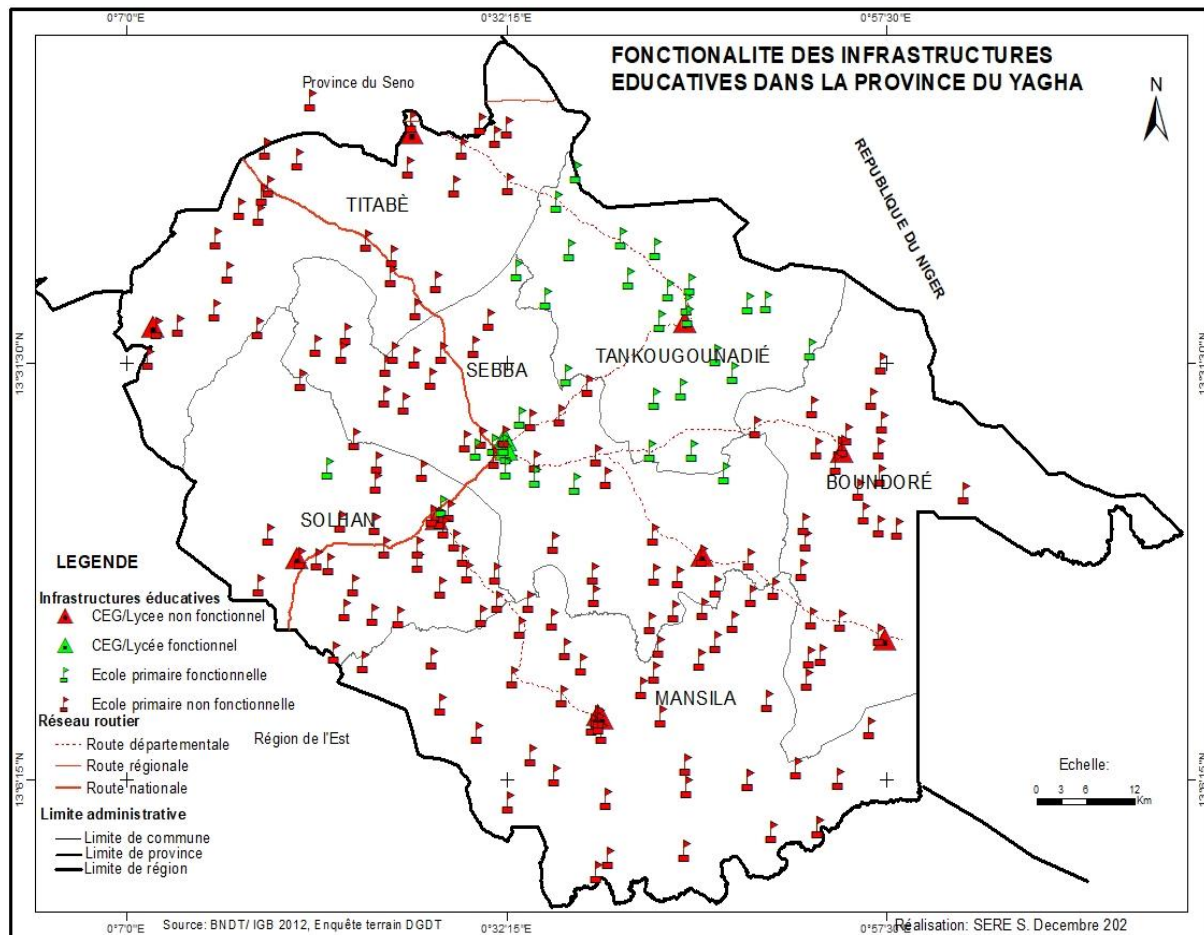
Pendant la période de la collecte des données (mars 2022), la province du Séno présentait une meilleure situation meilleure que celle de Oudalan. Les infrastructures fonctionnelles dans la province du Séno représentent 29,09%, Elles sont concentrées dans les communes de Dori, Falangoutou, Seytenga, Bani et Sampelga. La carte ci-dessous montre la répartition des infrastructures éducatives ainsi que leur fonctionnalité dans la province du Soum.

Carte n°5 : Répartition spatiale et fonctionnalité des infrastructures éducatives dans la province du Soum en 2022



Dans la province du Soum présentait une concentration d'infrastructure surtout à l'Ouest et au Sud contrairement au Nord. Le taux d'infrastructures fonctionnelles est presque similaire à celui de la province d'Oudalan. Elle est de 8, 53%. Ces infrastructures fonctionnelles sont concentrées dans trois communes à savoir Djibo, Pobe-mengao et Arbinda. Dans le Yagha, la situation est présentée dans la carte ci-dessous.

Carte n°6: Répartition spatiale et fonctionnalité des infrastructures éducatives dans la province du Yagha en 2022



Dans la province du Yagha, les infrastructures éducatives présentait une répartition homogène. Cependant, les extrêmes Ouest de Solhan et Est de Boundoré sont assez dépourvues. Les infrastructures éducatives fonctionnelles dans cette province ne représentent que 2,30% du nombre totale d'infrastructures éducatives dans la province. Elles sont dans la commune de Tankougounadié et du Sébba.

Au regard du taux assez faible du taux d'infrastructures fonctionnelles dans ces quatre provinces de la région du Sahel, on pourrait déduire que ces infrastructures fonctionnelles ne sont pas à mesure de contenir tous ces jeunes scolaires des PDI.

L'école qui devrait être un lieu sûr d'apprentissage, sécurisé est en proie aux conflits ou aux actes terrorisants des groupes armés terroristes dans cette partie du pays et expose ces jeunes gens en âge scolaire aux risques d'enrôlement par les groupes armés terroristes, aux risques de délinquance et de grand banditisme. Cette situation perturbe la fréquentation, à travers la baisse du nombre d'élèves, la qualité de l'éducation et de l'apprentissage est remise en cause. En raison du mouvement important des PDI, avec un nombre important d'enfant en âge scolaire. L'éducation dans cette zone devient donc un défi majeur à relever dans cette partie du territoire National. Pour un accès équitable à une éducation de qualité des espaces d'apprentissages sûr et inclusif dans ces zones à fort défis sécuritaire des solutions ont été proposé dans les lignes qui suivent.

3.3. Proposition de solution pour pallier à l'insuffisance des infrastructures éducatives

Afin de pouvoir améliorer l'offre en infrastructures scolaires primaire et secondaire dans ces zones d'insécurité, le gouvernement pourrait mener plusieurs actions :

- Renforcer les mesures d'accompagnement des élèves déplacés internes en facilitant leur inscription, leur logement, leurs restaurations et leurs soins.
- Augmenter les capacités des sites d'accueil et sécuriser les zones d'accueil. Sécuriser également les établissements qui pourraient être sous menace afin de permettre aux élèves de poursuivre leur cursus scolaire mieux permettre à ceux qui avaient abandonné de réintégrer le système éducatif.
- Prendre des mesures pour accompagner, le personnel de l'éducation et des élèves qui sont également touchés par l'insécurité notamment sur le plan psychologique pour une prise en charge psychosociale.
- Réaliser des écoles pré fabriquées (à l'aide de placo, planche ou conteneur etc., construire de nouvelles classes/écoles dans les chefs-lieux accessibles. Mettre à contribution le privé, et renforcer ses capacités d'accueil.
- Prévoir des écoles mobiles dans les endroits où c'est possible.
- Renforcer les capacités des enseignants et des élèves sur les conduites à tenir en cas d'attaque assorti d'un plan d'évacuation.

A l'issue de la présentation des résultats quelle discussions pouvons-nous faire en lien avec les travaux similaires ?

4. Discussion

La problématique de l'éducation au Burkina Faso a été abordée sous plusieurs angles par de nombreux chercheurs. Des efforts ont été consentis dans le domaine de l'éducation ces dernières années. Cela permet une croissante scolarisation des enfants en âge d'être scolarisée.

Dans les travaux de Z. Soré (2015, p. 1-4) montre que bien avant l'insécurité, le secteur de l'éducation a connu d'importants changements législatifs qui ont permis d'accroître le nombre d'enfant scolarisé. Mais cette croissante scolarisation s'est faite aux prix de faibles apprentissages. L. Sevimi et E. Coffi, (2022, p. 119-121) vont plus loin en disant cette forte croissance du taux d'enfant scolarisé conduit à l'insuffisance du nombre d'infrastructure scolaire pour contenir tous dans les infrastructures disponibles à Godomey. Il faut donc plus d'infrastructure scolaire pour décongestionner les établissements afin d'améliorer les conditions d'apprentissage pour les apprenants et de travail pour les enseignants. Car permettra d'améliorer les conditions de travail et par la même occasion les résultats des apprenants.

Mais, de nos jours au Burkina Faso, particulièrement dans la région du Sahel le secteur est confronté à des difficultés qui empêchent le bon déroulement des activités scolaire. Aujourd'hui avec la situation sécuritaire très difficile dans la région du Sahel, les populations sont obligées de fuir vers d'autre localités plus sûres comme les chefs-lieux de région, Dori, Kaya, Dédougou, Fada N'Gourma, Ouagadougou etc. Selon A. Soma (2021, p. 72) « Suite à l'exacerbation de la crise sécuritaire et humanitaire dans le Sahel et le Nord du Burkina Faso, Ouagadougou est devenue le principal refuge des déplacé-e-s internes ». Cela a eu comme conséquence la fermeture de plusieurs établissements scolaires, la perte en vie humaine notamment dans le corps enseignant, les dégâts en termes d'infrastructures éducatives et en matériels. Les établissements disponibles dans les communes de certaine province comme Oudalan, Séno, Soum et Yagha n'arrive plus à contenir tous ses élèves en raison du nombre qui évolue chaque jour à travers les PDI.

Selon L. Sevimi et E. Coffi, (2022, p. 119-121) d'autres facteurs peuvent constituer un handicap pour l'éducation efficace et efficiente des enfants scolarisé et en âge scolaire. Le déséquilibre entre infrastructures primaires et secondaires peut constituer un frein à la poursuite du cursus scolaire. Également la mauvaise répartition des infrastructures scolaires entrave l'épanouissement de l'éducation. Car la distance pour se rendre à l'école influence sur la rétention des scolaires qui parcourent une distance de 3 à 4 kilomètres. Par contre selon I. Ouédraogo, (2018, p. 223) l'inégale répartition des infrastructures scolaires constitue un frein au développement des activités scolaires et à la scolarisation des jeunes en âge scolaire. Il

déplore le cas de la ville de Ouagadougou, la zone périphérique a une faible présence d'infrastructure par rapport au centre. Cela conduit à la sous scolarisation des enfants dans les zones périphériques. S. Séré (2021, 101) aborde dans le même sens sur l'installation des déplacées interne dans les quartiers périphériques comme Pazani, Marcousis, Yagma, Bissghin, surtout dans les zones périphériques non loties où les logements sont de moindre coût.

Ces résultats corroborent avec celles de M. Chelpi-den Hamer et al., (2010, p. 10) sur la vie de l'école dans les pays de guerres comme la RDC « *L'école publique, a en effet réussi à se maintenir en République Démocratique du Congo malgré l'instabilité que connaît ce pays depuis plusieurs décennies* ». A. Eskander (2014, p.106-108), dans ces résultats, il ressort que la crise politique, sociale et économique qu'a subi la Syrie dont le « *printemps arabe* » en est le catalyseur en 2011 a fortement impacté le système éducatif en raison de sa grande représentativité. La Syrie a perdu, dans le domaine de l'éducation : « *la possibilité d'élever le niveau de ses citoyens, en raison de l'importante perte en ressources humaines (580 professeurs tués pendant les années 2011 et 2012), en bâtiments et en matériels détruits. 4 804 écoles (soit 1 sur 5) ont été détruites ou endommagées dans les zones du conflit armé, spécialement à Dera, Homs, AL Raqqah, Deir Al Zour, (provinces de Damas et d'Alep)* ».

Les zones contrôlées par l'opposition ont été privées de toutes formes d'enseignement à près que le son des missiles a réduit celui de la science au silence. Et dans les villes comme. Les établissements servent de refuge aux familles dans l'absence de solution de relogement. Il est à noter également que des villes comme Lattaquié, Tartus, Hama, As Suwayda et Damas où le nombre des réfugiés ne cesse d'augmenter (dans certaines villes le nombre d'habitants a été multiplié par deux comme à Tartus), les établissements d'enseignement sont occupés en partie par les réfugiés, le reste des établissements ne suffisant plus pour accueillir tous les enfants.

Ce point de vue d'ensemble rejoint celui évoqué par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (2019, p. 15) le secteur de l'éducation a subi des attaques et menaces qui se sont accentuées. De ses résultats il ressort que : « *ces attaques se sont manifestées par des agressions physiques et assassinats d'enseignants ; des incendies et destructions de salles de classe et de matériels pédagogiques ; des menaces à l'endroit du personnel éducatif et des responsables des associations de parents d'élèves.* ». Les enseignants, les élèves et les parents d'élèves soit par suite de menaces soit par suite de peur d'être victime d'attaque terroriste abandonnent les salles de classe, des localités. Cette situation a entraîné l'interruption des activités d'apprentissage, la fermeture et la destruction de plusieurs établissements, la destruction du matériel, l'abandon forcé des classes par les enseignants, l'accentuation du taux de déperdition scolaire au niveau national et la déscolarisation massive des élèves ainsi que le déplacement des populations à l'intérieur du pays. Dans la région du Sahel, plus précisément dans la province du Soum, Oudalan, Yagha et du Séno le nombre d'école fermée est fortement élevé. La situation au 15 février 2019 fait ressortir 1135 établissements fermés empêchant 154 233 élèves de jouir de leur droit à l'éducation dont 48,5% de filles dans le pays. Cette fermeture affecte plus les filles qui sont déjà dans une situation de faiblesse.

Ce résultat est similaire à celui de Global Coalition to Protect Education from Attack (2016, p.10) montre que cette situation d'insécurité que traverse les pays a de multiples effets négatifs à court terme et à long terme sur l'éducation. Selon leur analyse : « *Les impacts à court-terme des attaques contre l'éducation incluent les morts, les blessés et la destruction des infrastructures scolaires. Les impacts à long terme incluent les perturbations de la fréquentation, la baisse du nombre d'élèves, la qualité réduite de l'éducation et de l'apprentissage, et des réductions dans le recrutement des enseignants* ». Ce qui peut empêcher de réaliser le droit à l'éducation et d'atteindre les objectifs de cette éducation.

Ces résultats sont soutenus par l'ONG Save the Children (2019, p. 2-4) à travers des données chiffrées de l'impact de la crise avec un rythme accéléré des PDI sur le secteur de l'éducation.

Au niveau national, le nombre d'école fermé s'élève à 1088, affectant ainsi 145 653 élèves en 2019. Egalement plus de 4000 enseignants ont été affectés par cette situation de crise sécuritaire. En effet, l'éducation est la principale cible des attaques après les forces de défenses et de sécurités contre qui 40% en 2018 des attaques étaient lancées. Elle est plus précaire dans la région du Sahel et de la Boucle du Mouhoun. Dans la région du Sahel, près de 64 000 élèves sont privés de leurs droits à l'éducation.

Conclusion

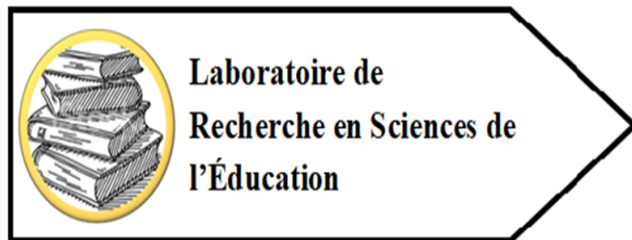
Au terme de cette étude, il est à remarquer que les infrastructures éducatives sont inégalement réparties sur le territoire de la région du Sahel. Jusque-là cela n'empêchait pas la tenue des activités éducatives, et la scolarisation des enfants en âge d'être scolarisé dans la zone. La situation sécuritaire que traverse le pays et dans la région du Sahel qui se trouve fortement touchée par les multiples attaques, menaces des groupes armées terroristes vient réduire les chances de scolarisation des enfants en âge, et empêché ceux déjà inscrit à poursuivre.

L'insécurité dans la région du Sahel a conduit à la fermeture des infrastructures éducatives dans la région a été totalement vérifier. Cette situation de crise a conduit à la fermeture de 599 infrastructures éducatives dans la province du Oudalan, du Séno, du Soum et de Yagha.

Au regard de l'impact de l'insécurité sur l'éducation dans la région du Sahel, il est mieux indiqué de développer des stratégies comme les écoles mobiles, renforcer les capaciter des certains établissements scolaires dans les villes pour faciliter l'éducation de ces enfants PDI. Il convient également de développée des stratégies pour lutter contre le phénomène d'insécurité dans l'immédiat et dans l'avenir.

Références bibliographiques

- ESKANDER Amin, 2014, « *Génération perdue. L'impact de la crise sur le secteur de l'éducation en Syrie* », Édition Armand colin. 106-118 p.
- BAUX Stéphanie et PILON Marc, 2002 ; « *L'Offre et la demande d'éducation primaire à Ouagadougou : un état des lieux* », UERD, Ouagadougou, 27 p.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), 2022, *Rapport de situation septembre*, 17 p.
- Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS), Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de La promotion des langues nationales (MENAPLN), 2021, *Annuaire statistique de l'éducation préscolaire, 2020/2021*, 69 p.
- Direction Générale du Développement Territorial, 2017, *Etude de référence de la région du Sahel*, 231 p.
- Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS), Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de La promotion des langues nationales (MENAPLN), 2020, *Annuaire statistique de l'enseignement post-primaire et secondaire 2019-2020*, 380 p.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), 2021, *Annuaire statistique 2020*, 362 p.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), 2014, *l'Enquête multisectorielle continue (EMC, 2014)*, 172 p.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), 2018, *Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM-2018), Diagnostic de la pauvreté Profil, Dynamique, Inégalités, Prospérité partagée*, 107 p.
- CHELPI-DEN HAMER, Magali FRESIA Marion, LANOUE Eric, 2010, *Education et conflits-les enjeux de l'offre éducative en situation de crise*. Autrepart, 17 p.



LAKISA, est une revue semestrielle à comité scientifique et à comité de lecture des sciences de l'éducation du Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED) de l'École Normale Supérieure de l'Université Marien Ngouabi (Congo). Elle a pour objectif de promouvoir la Recherche en Éducation à travers la diffusion des savoirs dans ce domaine. La revue publie des articles originaux dans le domaine des sciences de l'éducation (didactique des disciplines, sociologie de l'éducation, psychologie des apprentissages, histoire de l'éducation, ou encore philosophie de l'éducation...) en français et en anglais. Elle publie également, en exclusivité, les résultats des journées et colloques scientifiques.

Les auteurs qui soumettent des articles dans la revue *LAKISA* sont tenus de respecter les principes et normes éditoriales CAMES de présentation d'un article en Lettres et Sciences Humaines (NORCAMES/LSH) ainsi que la typographie propre à la revue.

L'ensemble des articles publiés dans la revue *LAKISA* sont en libre accès (accès gratuit immédiat aux articles, ces articles sont téléchargeables à toutes fins utiles et licite) sur le site internet de la revue. Cependant, les opinions défendues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Elles ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé leurs travaux. Les auteurs garantissent que leurs articles ne contiennent rien qui porte atteinte aux bonnes mœurs.

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN: 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé

Éditeur : LARSCED

www.lakisa.larsced.cg
revue.lakisa@larsced.cg
revue.lakisa@umng.cg

BP : 237, Brazzaville-Congo